

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

1^{er} OCTOBRE 2004

Proposition de loi visant à créer un Registre national des auteurs d'infractions sexuelles au sein du Casier judiciaire central

(Déposée par Mme Christine Defraigne)

DÉVELOPPEMENTS

Les infractions sexuelles comptent parmi les infractions les plus graves et sont malheureusement difficiles à prévenir. On peut faire la même constatation en ce qui concerne la récidive de ces infractions.

Le viol — au centre de nombreux débats — ne constitue que l'une des agressions sexuelles incriminées par notre Code pénal, qui consacre un chapitre à l'attentat à la pudeur et au viol aux articles 372 à 378*bis*.

La Direction générale judiciaire de la Police fédérale a dressé en avril 2004 un état des lieux relatif au suivi policier dans le cadre de l'exécution des peines et mesures, en particulier en ce qui concerne le cas des auteurs d'infractions à caractère sexuel(1).

Ce rapport se base sur trois infractions à caractère sexuel, à savoir, le viol, l'attentat à la pudeur et l'exhibitionnisme. Il fait état de 36 675 procès-

(1) Lomastro, D., police fédérale, Direction générale judiciaire, Direction de lutte contre la criminalité à l'égard des personnes, Service agression, «Le suivi policier dans le cadre de l'exécution des peines et mesures. Le cas des auteurs d'infractions à caractère sexuel», 6 avril 2004.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2003-2004

1 OKTOBER 2004

Wetsvoorstel houdende oprichting van een Nationaal Register van plegers van seksuele misdrijven binnen het Centraal Strafregister

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne)

TOELICHTING

Seksuele misdrijven behoren tot de ernstigste misdrijven en zijn jammer genoeg moeilijk te voorkomen. Datzelfde geldt voor de herhaling van deze misdrijven.

Verkrachting — waar veel over wordt gedebatteerd — is slechts een van de seksuele gewelddaden die strafbaar worden gesteld in ons Strafwetboek dat een hoofdstuk wijdt aan de aanranding van de eerbaarheid en verkrachting, in de artikelen 372 tot 378*bis*.

De Algemene Directie Gerechtelijke Politie van de Federale Politie heeft in april 2004 een stand van zaken opgemaakt over de follow-up door de politie in het kader van de uitvoering van straffen en maatregelen, in het bijzonder bij plegers van misdrijven van seksuele aard(1).

Dat verslag baseert zich op drie misdrijven van seksuele aard, namelijk verkrachting, aanranding van de eerbaarheid en exhibitionisme. Het vermeldt dat er

(1) Lomastro, Federale Politie, Algemene Directie Gerechtelijke Politie, Directie Strijd tegen criminaliteit inzake personen, Dienst agressie, «Le suivi policier dans le cadre de l'exécution des peines et mesures. Le cas des auteurs d'infractions à caractère sexuel», 6 april 2004.

verbaux dressés à la suite de telles infractions entre 1996 et 2002 dont 13 722 viols !

Le taux d'élucidation global, c'est-à-dire le pourcentage pour lequel au moins un auteur a été identifié à la suite de la commission d'une de ces infractions est de 42,5% ..., ce qui représente moins de la moitié. Plus de 1 000 viols par an restent non élucidés à ce jour!

Lorsqu'on regarde ces chiffres, il ne faut pas oublier qu'ils représentent uniquement les faits qui ont été portés à la connaissance des services de police et non le nombre de faits effectivement commis. Un «chiffre noir» important est à prendre en considération si on veut approcher la réalité de plus près.

Toujours selon cette étude, en Belgique, 25% des hommes et 43,9% des femmes déclarent avoir été, au moins une fois dans leur vie, victimes de violences sexuelles.

Malgré les obstacles à une approche objective de la récidive, la Police fédérale considère que les taux de récidives sont élevés en ce qui concerne les données officielles et très élevés pour la récidive estimée (1).

Le rapport de la Police fédérale fait état d'un taux de récidive calculé auprès des délinquants sexuels au sein de l'institution «Les Maronniers». Sur l'ensemble des 118 délinquants étudiés, la récidive sexuelle totale connue avoisinerait les 40%.

Le rapport établit qu'en novembre 2003, la population carcérale belge était composée de 17,49% d'auteurs d'infractions sexuelles, soit 1 610 personnes.

Il est fondamental, d'une part, d'éviter la récidive et, d'autre part, de protéger la société.

Le lundi 26 avril 2004, une question orale a été posée en commission de la Justice à Mme Laurette Onkelinx, ministre de la Justice, sur «les délinquants sexuels» (2).

Il lui a été fait part d'une étude réalisée en 1997 par le Sénat français (3) qui établissait des statistiques selon lesquelles le taux de récidives serait de 15%

(1) Lomastro, D., police fédérale, Direction générale judiciaire, Direction de lutte contre la criminalité à l'égard des personnes, Service agression, «Le suivi policier dans le cadre de l'exécution des peines et mesures. Le cas des auteurs d'infractions à caractère sexuel», 6 avril 2004, p. 13.

(2) Question de M. Olivier Maingain à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur «les délinquants sexuels» (n° 2623), 26 avril 2004, CRIV 51 COM 236, p. 36.

(3) Sénat de France, «Étude de législation comparée n° 133, mars 2004 — Les infractions sexuelles commises sur les mineurs-Service des études juridiques (mars 2004)».

tussen 1996 en 2002 voor dergelijke misdrijven, waaronder 13 722 verkrachtingen, 36 675 processen-verbaal zijn opgesteld!

Amper de helft van de zaken wordt opgehelderd: slechts in 42,5% van de misdrijven is minstens één dader geïdentificeerd. Momenteel blijven dus nog 1 000 verkrachtingszaken per jaar onopgehelderd!

Bij het bekijken van deze cijfers mag niet uit het oog worden verloren dat het alleen nog maar gaat om feiten waarvan aangifte is gedaan bij de politie, dus niet om het aantal werkelijk gepleegde misdrijven. Om een reëel beeld te krijgen, moet dus rekening worden gehouden met een aanzienlijk aantal «verborgen» zaken.

Volgens dezelfde studie zegt in België 25% van de mannen en 43,9% van de vrouwen al minstens een keer het slachtoffer te zijn geweest van seksueel geweld.

Ook al is het moeilijk een objectief beeld te krijgen van recidive, toch meent de Federale Politie dat de officiële cijfers over recidive hoog liggen en de geschatte cijfers nog veel hoger (1).

Het verslag van de Federale Politie vermeldt de graad van recidive berekend bij seksuele delinquenten in de instelling «Les Maronniers». Op een totaal van 118 bestudeerde delinquenten, zou seksuele recidive ongeveer 40% bedragen.

Het verslag stelt dat in november 2003 de Belgische gevangenisbevolking voor 17,49% bestond uit daders van seksuele misdrijven, hetgeen overeenstemt met 1 610 personen.

Recidive moet absoluut worden voorkomen en bovendien moet de maatschappij worden beschermd.

Op maandag 26 april 2004 werd in de commissie voor de Justitie aan minister van Justitie Onkelinx een mondelinge vraag gesteld over «seksuele delinquenten» (2).

Zij nam er kennis van een studie die de Franse Senaat in 1997 (3) uitvoerde en die statistieken bevatte die zouden aantonen dat de graad van reci-

(1) Lomastro, Federale Politie, Algemene Directie Gerechtelijke Politie, Directie Strijd tegen criminaliteit inzake personen, Dienst agressie, «Le suivi policier dans le cadre de l'exécution des peines et mesures. Le cas des auteurs d'infractions à caractère sexuel», 6 avril 2004, blz. 13.

(2) Vraag van de heer Olivier Maingain aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over «seksuele delinquenten» (nr. 2623), 26 april 2004, CRIV 51 COM 236, blz. 36.

(3) Franse Senaat, «Étude de législation comparée n° 133, mars 2004 — Les infractions sexuelles commises sur les mineurs-Service des études juridiques (mars 2004)».

pour l'ensemble des condamnés pour infraction sexuelle. Cette étude démontrait également que la probabilité de récidive croît avec le nombre d'actes déjà commis. Elle serait faible pour les primo délinquants (moins de 10%), plus que doublée pour les primo récidivistes et elle irait jusqu'à 40, voire 50% pour les personnes déjà condamnées à deux reprises.

Il a été demandé à la ministre si la Justice dispose d'instruments de statistiques qui permettraient de vérifier le taux de récidives, durant ces dernières années, pour ce type d'infractions ou pour certaines d'entre elles et si une réflexion est menée quant à la manière d'en prévenir la récidive, sachant qu'elles restent souvent désastreuses pour la victime et sa famille confrontée à ce drame.

La ministre de la Justice a répondu qu'il n'existe aucune donnée quantitative concernant une comparaison entre la récidive des condamnés pour infractions sexuelles et les autres condamnés. De plus, il n'existe aucun fichier spécifique tenu par ses services afin de répertorier les délinquants sexuels. (Question n° 2623, 26 avril 2004, CRIV 51 COM 236, p. 36).

Dans un courrier subséquent, la ministre de la Justice complétait sa réponse en précisant que les statistiques ne font pas la distinction entre les cas de récidive générale (succession d'infractions quelle qu'en soit la nature) et le cas de récidive spécifique (succession d'infractions de même nature).

Elle ajoutait que le taux général de récidive en matière pénale était de 6,3% en 2002.

Le nombre de condamnations de personnes en état de récidive en 2002 était de 5,2% pour les faits d'attentat à la pudeur et de 6% pour les faits de viols.

L'objet de la présente proposition de loi est de créer un Registre national des délinquants condamnés pour infraction(s) sexuelle(s).

Un tel registre permettra de tenir à jour des informations concernant des personnes condamnées pour une infraction sexuelle.

Ainsi, ce registre pourra aider le parquet et les services de police à prévenir qu'une nouvelle infraction de ce type soit commise ou d'en poursuivre les auteurs.

*
* *

Diverses législations européennes et outre-Atlantique existent déjà sur le sujet.

diver 15% bedraagt voor het geheel van veroordeelden voor seksuele misdrijven. Deze studie toonde eveneens aan dat de kans op recidive toeneemt naarmate men al meer strafbare feiten beging. Die kans zou klein zijn (minder dan 10%) bij wie nog maar één strafbaar feit beging, zou meer dan verdubbeld zijn na een tweede misdrijf en zou 40 tot 50% bedragen voor daders die al tweemaal veroordeeld werden.

Er werd aan de minister gevraagd of Justitie over statistieken beschikt om de recidivecijfers te onderzoeken gedurende de afgelopen jaren voor dergelijke misdrijven of voor sommige van dergelijke misdrijven. Er werd eveneens gevraagd of over de preventie van recidive wordt nagedacht, wetende dat recidive voor het slachtoffer en zijn familie vaak dramatische gevolgen heeft.

De minister van Justitie heeft geantwoord dat er geen vergelijkend onderzoek van de cijfers met betrekking tot de recidive van veroordeelden voor seksuele misdrijven en tot de recidive van de andere veroordeelden heeft plaatsgehad. Bovendien bestaat er ook geen specifiek bestand bij haar diensten om de seksuele delinquenten te registreren. (Schriftelijke vraag nr. 2623, 26 april 2004, CRIV 51 COM 236, blz. 36).

In een volgend schrijven heeft de minister van Justitie haar antwoord nog aangevuld door mee te delen dat in de statistieken geen onderscheid wordt gemaakt tussen algemene recidive (opeenvolging van misdrijven, ongeacht hun aard) en specifieke recidive (opeenvolging van misdrijven van dezelfde aard).

Zij voegde er aan toe dat de algemene graad van recidive in strafzaken in 2002 6,3% bedroeg.

Het aantal veroordelingen van recidivisten in 2002 bedroeg 5,2% voor aanrandingen van de eerbaarheid en 6% voor verkrachtingen.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een Nationaal Register van delinquenten veroordeeld voor seksuele misdrijven op te richten.

Met een dergelijk register zal informatie over personen veroordeeld voor een seksueel misdrijf up to date kunnen worden gehouden.

Het zal het parket en de politiediensten de mogelijkheid bieden een nieuw soortgelijk misdrijf te voorkomen of de plegers ervan te vervolgen.

*
* *

Zowel in Europa als aan de andere kant van de Atlantische oceaan, bestaan reeds dergelijke wetten.

En France, la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 autorisait déjà la création d'un fichier national automatisé des empreintes génétiques. Initialement, il ne concernait que les délinquants sexuels et, seuls, les profils des personnes définitivement condamnées pouvaient être conservés. Toutefois, le champ d'application de la mesure a été élargi par les lois n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne et n° 2003-239 du 18 mars 2003 relative à la sécurité intérieure, de sorte que le fichier comprend actuellement les empreintes des «personnes à l'encontre desquelles il existe des indices graves et concordants rendant vraisemblable qu'elles aient commis» diverses infractions, parmi lesquelles les infractions sexuelles. La durée d'enregistrement des informations est limitée à quarante années, sans pouvoir excéder le quatre-vingtième anniversaire de l'intéressé.

Une récente loi n° 2004-204 du 9 mars 2004 portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, contient un chapitre consacré à la prévention et à la répression des infractions sexuelles. Celui-ci prévoit notamment la création d'un fichier judiciaire national automatisé des délinquants sexuels qui pourra contenir les informations relatives à l'identité et à l'adresse des personnes mises en examen, condamnées, ou ayant bénéficié d'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement pour une infraction sexuelle susceptible d'entraîner une peine de prison d'une durée d'au moins cinq ans(1).

La nouvelle loi française insère dans le Code de procédure pénale, un chapitre II: «Du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles».

Le fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles constitue une application automatisée d'informations nominatives tenue par le service du casier judiciaire sous l'autorité du ministre de la Justice et le contrôle d'un magistrat.

Sont enregistrées dans le fichier les informations relatives à l'identité ainsi que l'adresse ou les adresses successives du domicile et, le cas échéant, des résidences, des personnes ayant fait l'objet, entre autres, d'une condamnation, même non encore définitive, y compris d'une condamnation par défaut ou d'une déclaration de culpabilité assortie d'une dispense ou d'un ajournement de la peine, d'une décision de non-

In Frankrijk maakte wet nr. 98-468 van 17 juni 1998 het reeds mogelijk een geautomatiseerd nationaal register van genetische vingerafdrukken op te richten. Oorspronkelijk ging het enkel om seksuele delinquenten en mochten enkel de vingerafdrukken van definitief veroordeelden worden bewaard. Wet nr. 2001-1062 van 15 november 2001 betreffende de dagelijkse veiligheid (relative à la sécurité quotidienne) en wet nr. 2003-239 van 18 maart 2003 betreffende de binnenlandse veiligheid (relative à la sécurité intérieure) hebben de toepassings sfeer van de maatregel echter uitgebreid. Momenteel bevat het register de genetische vingerafdrukken van personen tegen wie ernstige en onderling overeenstemmende aanwijzingen bestaan dat zij waarschijnlijk verscheidene misdrijven hebben gepleegd, waaronder seksuele misdrijven. De informatie mag ten hoogste veertig jaar worden bewaard, en in geen geval na de tachtigste verjaardag van de betrokkene.

De recente wet nr. 2004-204 van 9 maart 2004 houdende aanpassing van het gerecht aan de evolutie van de criminaliteit (portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité), bevat een hoofdstuk over preventie en repressie van seksuele misdrijven. Daarin wordt voorzien in de oprichting van een nationale geautomatiseerde gerechtelijke databank van seksuele delinquenten. Die databank kan informatie bevatten over de identiteit en het adres van personen tegen wie een onderzoek loopt of die veroordeeld of buiten vervolging zijn gesteld, ontslagen zijn van rechtsvervolging of zijn vrijgesproken voor een seksueel misdrijf dat strafbaar is met gevangenisstraf van ten minste vijf jaar(1).

De nieuwe Franse wet voegt een hoofdstuk II in in het Wetboek van Strafvordering: «*Du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles*» («Het nationale geautomatiseerde bestand van plegers van seksuele misdrijven»).

Het nationale geautomatiseerde bestand van plegers van seksuele misdrijven is een geautomatiseerd programma dat informatie op naam verwerkt en dat wordt bijgehouden door de dienst voor het Strafrecht onder de bevoegdheid van de minister van Justitie en onder de controle van een magistraat.

In het bestand wordt informatie opgenomen omtrent de identiteit en het adres of de opeenvolgende adressen van de woon- of verblijfplaats van personen die al dan niet definitief veroordeeld werden, veroordeeld werden bij verstek, schuldig verklaard werden met vrijstelling of opschorting van straf, buiten vervolging gesteld werden, ontslagen werden van rechtsvervolging of vrijgesproken werden. Ook worden er

(1) Sénat de France, «Étude de législation comparée n° 133, mars 2004 — Les infractions sexuelles commises sur les mineurs-Service des études juridiques (mars 2004)».

(1) Franse Senaat, «Étude de législation comparée n° 133, mars 2004 — Les infractions sexuelles commises sur les mineurs-Service des études juridiques (mars 2004)».

lieu, de relaxe ou d'acquiescement; d'une mise en examen assortie d'un placement sous contrôle judiciaire, lorsque le juge d'instruction a ordonné l'inscription de la décision dans le fichier; d'une décision de même nature que celles visées ci-dessus prononcées par les juridictions ou autorités judiciaires étrangères qui, en application d'une convention ou d'un accord internationaux, ont fait l'objet d'un avis aux autorités françaises ou ont été exécutées en France à la suite du transfèrement des personnes condamnées. Le fichier comprend aussi les informations relatives à la décision judiciaire ayant justifié l'inscription et la nature de l'infraction.

Le procureur de la République ou le juge d'instruction compétent fait procéder sans délai à l'enregistrement des informations devant figurer dans le fichier par l'intermédiaire d'un moyen de télécommunication sécurisé.

Lorsqu'ils ont connaissance de la nouvelle adresse d'une personne dont l'identité est enregistrée dans le fichier ainsi que lorsqu'ils reçoivent la justification de l'adresse d'une telle personne, les officiers de police judiciaire enregistrent sans délai cette information dans le fichier par l'intermédiaire d'un moyen de télécommunication sécurisé.

Les informations mentionnées concernant une même personne sont retirées du fichier au décès de l'intéressé ou à l'expiration, à compter du jour où l'ensemble des décisions enregistrées ont cessé de produire tout effet, d'un délai de trente ans, s'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni de dix ans d'emprisonnement; vingt ans dans les autres cas.

L'amnistie ou la réhabilitation ainsi que les règles propres à l'effacement des condamnations figurant au casier judiciaire n'entraînent pas l'effacement de ces informations.

Ces informations ne peuvent, à elles seules, servir de preuve à la constatation de l'état de récidive.

Toute personne dont l'identité est enregistrée dans le fichier est tenue de répondre à certaines obligations: justifier de son adresse une fois par an; déclarer ses changements d'adresse, dans un délai de quinze jours au plus tard après ce changement. Si la personne a été définitivement condamnée pour un crime ou pour un délit puni de dix ans d'emprisonnement, elle doit justifier de son adresse une fois tous les six mois. Le non-respect de ces obligations est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Toute personne dont l'identité est enregistrée dans le fichier en est informée par l'autorité judiciaire et est informée des mesures et des obligations auxquelles elle est astreinte.

Les informations contenues dans le fichier sont directement accessibles, par l'intermédiaire d'un

de gegevens in opgenomen van personen die onder gerechtelijk toezicht zijn geplaatst als de rechter bevoelen heeft het besluit in te schrijven in het bestand en van personen over wie een soortgelijke beslissing is genomen door een buitenlands gerecht of door buitenlandse gerechtelijk overheden en waarvan aan de Franse overheid, met toepassing van een internationaal verdrag of akkoord, kennis is gegeven of die is uitgevoerd in Frankrijk na de overbrenging van de veroordeelde persoon. Het bestand bevat ook informatie over de gerechtelijke beslissing tot inschrijving en over de aard van het misdrijf.

De procureur van de Republiek of de bevoegde onderzoeksrechter zorgen voor de onmiddellijke registratie van de informatie die in het bestand moet komen via een beveiligd telecommunicatiemiddel.

Als de officieren van gerechtelijke politie kennis nemen van een adreswijziging van een persoon wiens identiteit in het bestand is opgenomen of als zij de bevestiging krijgen dat die persoon op een bepaald adres woont, registreren zij die informatie onmiddellijk in het bestand via een beveiligd telecommunicatiemiddel.

De in het bestand opgenomen gegevens over een persoon worden gewist als de betrokkene overlijdt of na het verstrijken van een termijn — die ingaat op de dag waarop alle geregistreerde beslissingen geen rechtsgevolgen meer hebben — van dertig jaar voor een misdaad of misdrijf bestraft met tien jaar gevangenis en van twintig jaar in de andere gevallen.

Amnestie of eerherstel noch de regels voor de uitwissing van de veroordelingen opgenomen in het strafregister, leiden tot de uitwissing van die gegevens.

Deze gegevens volstaan op zich niet om vast te stellen of er sprake is van recidive.

Iedere persoon wiens identiteit is opgenomen in het bestand moet bepaalde verplichtingen nakomen: hij moet jaarlijks zijn adres bevestigen en adreswijzigingen doorgeven binnen uiterlijk twee weken na de wijziging. Als iemand definitief is veroordeeld voor een misdaad of misdrijf bestraft met tien jaar gevangenisstraf, moet hij zijn adres om de zes maanden bevestigen. Wie deze verplichtingen niet nakomt, wordt gestraft met twee jaar opsluiting en met geldboete van 30 000 euro.

Iedere persoon wiens identiteit in het bestand is geregistreerd, wordt daarvan op de hoogte gebracht door de gerechtelijke overheid en wordt ingelicht over de maatregelen en verplichtingen waaraan hij zich moet houden.

De informatie in het bestand is rechtstreeks toegankelijk via een beveiligd telecommunicatiemiddel:

système de télécommunication sécurisé: aux autorités judiciaires; aux officiers de police judiciaire dans certaines procédures; aux préfets et aux administrations de l'État dont la liste est fixée par décret.

S'il apparaît que la personne ne se trouve plus à l'adresse indiquée, le procureur de la République la fait inscrire au fichier des personnes recherchées.

Toute personne justifiant de son identité obtient, sur demande adressée au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel elle réside, communication de l'intégralité des informations la concernant figurant dans le fichier.

On constate que la législation française s'est durcie au cours de ces dernières années au sujet des délinquants sexuels.

*
* *

En Angleterre et au Pays de Galles, il existe aussi un fichier des délinquants sexuels depuis l'entrée en vigueur de la loi de 1997 sur les auteurs d'infractions sexuelles.

Dès leur sortie de prison, ces derniers doivent signaler à la police l'adresse de leur résidence permanente ainsi que celle des lieux où ils séjournent de façon temporaire. Ces obligations sont imposées pour au moins deux ans et leur non-respect constitue une infraction spécifique. Une loi de 2003 sur les infractions sexuelles durcit ces contraintes, notamment en obligeant les intéressés à confirmer chaque année les informations précédemment fournies (1).

*
* *

Au Canada, en Ontario, il existe un Registre des délinquants sexuels. Ce registre est né à la suite du meurtre brutal en 1988 du jeune Christopher Stephenson, âgé de 11 ans, par un pédophile condamné qui était en libération d'office par les autorités fédérales.

La loi «Christopher» de 2000 sur le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario a été proclamée le 23 avril 2001, faisant du Registre des délinquants sexuels de l'Ontario une réalité. Ce Registre est un système d'inscription provincial pour les délinquants

(1) Sénat de France, «Étude de législation comparée n° 133, mars 2004 — Les infractions sexuelles commises sur les mineurs-Service des études juridiques (mars 2004)».

voor de gerechtelijke overheid, voor de officieren van gerechtelijke politie in bepaalde procedures, voor de prefecten en de staatsadministraties opgenomen in een bij decreet vastgestelde lijst.

Als blijkt dat een persoon niet meer op het meege-deelde adres verblijft, schrijft de procureur van de Republiek die persoon in op de lijst met gezochte personen.

Iedere persoon die zijn identiteit bewijst, kan via een verzoek dat hij richt aan de procureur van de Republiek bij de rechtbank van eerste aanleg in het rechtsgebied waar hij woont, alle inlichtingen meege-deeld krijgen die het bestand over hem bevat.

De Franse wetgeving is de jongste jaren veel strenger geworden voor seksuele delinquenten.

*
* *

Ook in Engeland en Wales bestaat er sedert de inwerkingtreding van de wet van 1997 over plegers van seksuele misdrijven, een register van seksuele delinquenten.

Als zij uit de gevangenis komen, moeten zij hun vaste verblijfplaats en de plaatsen waar zij af en toe verblijven, meedelen aan de politie. Deze verplichtingen worden gedurende ten minste twee jaar opgelegd en het niet-naleven ervan vormt een specifiek misdrijf. Een wet van 2003 inzake seksuele misdrijven maakt deze beperkingen nog strenger, met name door de betrokkenen te verplichten jaarlijks de verstrekte informatie te bevestigen (1).

*
* *

In Ontario, Canada, bestaat er een Register van seksuele delinquenten. Dat register is in het leven geroepen na de brutale moord in 1988 op de 11-jarige Christopher Stephenson door een veroordeelde pedofiel die was vrijgelaten door de federale overheid.

De wet «Christopher» uit 2000 tot invoering van het Register van seksuele delinquenten van Ontario werd afgekondigd op 23 april 2001 en gaf concreet gestalte aan het Register van seksuele delinquenten van Ontario. Dat register is een systeem van inschrij-

(1) Franse Senaat, «Étude de législation comparée n° 133, mars 2004 — Les infractions sexuelles commises sur les mineurs-Service des études juridiques (mars 2004)».

sexuels qui ont été libérés, les obligeant à se présenter annuellement au poste de police. Les services de police enregistrent l'information sur ces personnes dans une base de données.

Le Registre contient notamment les informations suivantes: le nom, la date de naissance, l'adresse actuelle, une photographie actuelle et la ou les infractions sexuelles dont le délinquant a été déclaré responsable.

Le public n'a pas accès au Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Le registre est une base de données qui fournit aux services de police une information importante qui améliorera leur capacité à mener des enquêtes sur des crimes sexuels et à surveiller et retracer les délinquants sexuels dans la collectivité.

Le gouvernement de l'Ontario explique que les données montrent que la rapidité d'intervention au cours d'une enquête sur l'enlèvement d'un enfant à des fins sexuelles est déterminante. Parmi les victimes qui ont été assassinées: 44% étaient mortes dans un délai d'une heure après l'enlèvement; 74% dans un délai de trois heures et 91% dans un délai de 24 heures. Le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario aide la police dans ces enquêtes en désignant tous les délinquants sexuels enregistrés qui résident dans un secteur géographique quelconque.

Le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario est géré et mis à jour par la Police provinciale de l'Ontario au nom du ministère de la Sûreté et de la Sécurité publique. Le registre central des délinquants sexuels est situé au quartier général de la Police provinciale de l'Ontario. Il gère la base de données principale et fournit un soutien de «24 heures sur 24» aux services de police(1).

Quels sont les critères de l'enregistrement des données? Toute personne résidant en Ontario qui a été déclarée coupable de l'une des infractions prévues dans le Code criminel, n'importe où au Canada, doit s'inscrire auprès de la police: contacts sexuels; incitation à des contacts sexuels; exploitation sexuelle; inceste; bestialité; pornographie juvénile (fabrication, possession, distribution); père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur; exhibitionnisme; agression sexuelle; agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infraction de lésions corporelles; agression sexuelle grave.

La loi sur les services policiers, telle qu'elle a été modifiée par la loi sur la sécurité de la collectivité, habilite les chefs des services policiers locaux à divulguer publiquement l'information sur les délinquants

ving per province van seksuele delinquenten die zijn vrijgelaten en die verplicht worden zich jaarlijks aan te melden bij de politie. De politiediensten registreren de informatie over die personen dan in een databank.

Het Register bevat de volgende informatie: de naam, geboortedatum, huidig adres, recente foto en het seksuele misdrijf (of de seksuele misdrijven) waarvoor de delinquent verantwoordelijk is gesteld.

Het publiek heeft geen toegang tot het Register van seksuele delinquenten van Ontario. Het register is een databank die belangrijke inlichtingen verstrekt aan de politiediensten, zodat zij beter onderzoek kunnen verrichten naar seksuele misdaden en seksuele delinquenten makkelijk kunnen volgen en opsporen in de massa.

Volgens de overheid van Ontario blijkt uit de feiten dat de snelheid waarmee kan worden ingegrepen als een kind wordt ontvoerd met seksuele motieven, allesbepalend is. Van de slachtoffers die werden vermoord was 44% overleden binnen het uur na de ontvoering, 74% binnen drie uren en 91% binnen 24 uren. Het Register van seksuele delinquenten van Ontario helpt de politie bij deze onderzoeken door een lijst te geven van alle geregistreerde seksuele delinquenten die verblijven binnen een bepaald geografisch gebied.

Het Register van seksuele delinquenten van Ontario wordt beheerd en up to date gehouden door de provinciale politie van Ontario namens het Ministerie van Veiligheid en Openbare Veiligheid. Het centraal register van seksuele delinquenten bevindt zich in het hoofdkwartier van de provinciale politie van Ontario. Het beheert de algemene databank en staat 24 uur per dag ter beschikking van de politiediensten(1).

Volgens welke criteria worden gegevens geregistreerd? Iedereen die in Ontario verblijft en waar ook in Canada schuldig is bevonden aan een van de misdrijven bepaald in het Strafwetboek, moet zich inschrijven bij de politie: seksuele contacten; aanzetten tot seksuele contacten; seksuele uitbuiting; incest; bestialiteit; kinderpornografie (productie, bezit, distributie); moeder, vader of voogd die als koppelaar optreden; exhibitionisme; seksuele agressie; gewapende seksuele agressie, bedreigingen van een derde of toebrengen van lichamelijke letsels; ernstige seksuele agressie.

De wet op de politiediensten, gewijzigd door de wet op de collectieve veiligheid, staat de hoofden van de lokale politie toe informatie openbaar te maken over delinquenten die een gevaar voor de samenleving

(1) Site du Gouvernement de l'Ontario, Canada: http://www.mpss.jus.gov.on.ca/french/police_serv/sor/sor_fr.html

(1) Website van de Overheid van Ontario, Canada: http://www.mpss.jus.gov.on.ca/french/police_serv/sor/sor_fr.html

qui sont considérés comme présentant un danger important pour la collectivité. Une telle divulgation doit être faite conformément à la loi sur les services policiers et ses règlements. Le public n'a pas accès à la base de données du Registre des délinquants sexuels de l'Ontario.

Chaque délinquant doit :

— se présenter en personne au service de police dans la région où il réside, au lieu et aux heures désignés par le service de police;

— se présenter dans un délai de 15 jours : après sa mise en liberté; après sa condamnation si une peine de détention n'est pas imposée; après avoir été déclaré criminellement non responsable de l'infraction et après avoir obtenu une absolution inconditionnelle ou une absolution sous condition; après un changement d'adresse; après qu'il soit devenu résident de l'Ontario; avant qu'il ne cesse d'être résident de l'Ontario;

— se présenter annuellement entre le 11^e et le 12^e mois après s'être présenté pour la dernière fois auprès d'un corps de police.

Les personnes qui sont condamnées, ou qui sont déclarées criminellement non responsables, d'une infraction sexuelle pour cause de troubles mentaux, pour laquelle la peine maximale ne dépasse pas 10 ans, sont tenues de se conformer aux exigences d'inscription pour une période de 10 ans. Tout délinquant déclaré coupable de plus d'une infraction critère et ceux qui sont condamnés d'une peine maximale de plus de 10 ans sont assujettis pour la vie aux exigences relatives à l'inscription.

Les services de police jouent un rôle essentiel dans la gestion et la mise à jour du Registre des délinquants sexuels de l'Ontario dans leurs collectivités. Ils sont responsables de l'établissement de lieux d'inscription où les délinquants devront se présenter.

Quelles sanctions encourt le délinquant en cas de non-respect des obligations? La peine prévue en cas de première infraction est une amende maximale de 25 000 dollars et un emprisonnement maximal d'un an, ou une seule de ces peines.

Pour toute infraction subséquente, une amende maximale de 25 000 dollars et un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou une seule de ces peines.

Si un délinquant a reçu une réhabilitation pour toutes les infractions sexuelles, il pourra demander le retrait de son nom et de l'information personnelle du

betekenen. Die openbaarmaking moet overeenkomstig de wet en de reglementen op de politiediensten verlopen. Het publiek heeft geen toegang tot de databank van het Register van seksuele delinquenten van Ontario.

Iedere delinquent moet :

— zich persoonlijk aanmelden bij de politiediensten van het gebied waar hij woont, op een door de politiediensten gekozen plaats en tijdstip.

— zich aanmelden binnen twee weken: na zijn vrijlating, na zijn veroordeling als hij niet wordt opgesloten, nadat hij niet strafrechtelijk verantwoordelijk («*criminally not responsible*») is gesteld voor het misdrijf en een onvoorwaardelijk of voorwaardelijk ontslag van rechtsvervolging heeft verkregen, na een adreswijziging, nadat hij inwoner van Ontario is geworden, voordat hij niet langer inwoner van Ontario is;

— zich jaarlijks aanmelden in de 11e of 12e maand nadat hij zich de laatste keer heeft aangemeld bij een politiedienst.

Personen die zijn veroordeeld of wegens mentale problemen niet strafrechtelijk verantwoordelijk zijn gesteld voor een seksueel misdrijf waarvoor de maximumstraf niet hoger ligt dan 10 jaar, moeten zich gedurende 10 jaar houden aan de inschrijvingsvereisten. Iedere delinquent die schuldig is bevonden aan meer dan een seksueel misdrijf en delinquenten die een maximumstraf van meer dan 10 jaar hebben gekregen, moet zich de rest van zijn leven houden aan de inschrijvingsvereisten.

De politiediensten spelen een uiterst belangrijke rol in het beheer en het up to date houden van het Register van seksuele delinquenten van Ontario. Zij bepalen waar de delinquenten zich moeten inschrijven en aanmelden.

Welke straffen riskeren delinquenten die deze verplichtingen niet naleven? Een eerste overtreding wordt gestraft met geldboete van maximum 25 000 dollar en gevangenisstraf van maximum een jaar, of met een van beide straffen.

Voor iedere volgende overtreding is voorzien in een geldboete van maximum 25 000 dollar en een gevangenisstraf van ten hoogste twee jaar min een dag, of in een van beide straffen.

Als een delinquent rehabilitatie heeft verkregen voor alle seksuele misdrijven, kan hij vragen zijn in het register opgenomen naam en persoonlijke gege-

registre. Le délinquant devra d'abord fournir la preuve de sa réhabilitation à un service de police local. Seul le personnel du registre central des délinquants sexuels peut supprimer le nom d'un délinquant du registre(1).

À Ottawa, le 11 décembre 2002, le Solliciteur général du Canada présentait un projet de loi visant la création d'un système national d'enregistrement des délinquants sexuels. Il déclara à ce sujet: «Cette nouvelle loi fournira aux services de police un nouvel outil d'enquête qui les aidera à trouver rapidement des délinquants sexuels connus qui habitent près du lieu où un crime sexuel a été commis».

*
* *

La présente proposition de loi vise à créer en Belgique un registre des délinquants sexuels afin de répondre à plusieurs nécessités.

La création de ce fichier a pour but, d'abord, de protéger la société en assurant une répression plus efficace des infractions sexuelles et de leur récurrence.

Ce registre permettra la recherche rapide et ciblée des auteurs d'infractions sexuelles dès leur commission. En effet, le registre regroupera des informations précises et à jour concernant toute personne condamnée en Belgique pour une infraction sexuelle.

Ensuite, certaines institutions dont l'activité est liée à l'enfance pourront se renseigner quant à la présence ou non dans le Registre des personnes exerçant une activité en leur sein.

Enfin, le registre permettra de tenir à jour des statistiques concernant les infractions sexuelles et la récurrence qui semble être fréquente mais au sujet de laquelle nous ne disposons d'aucunes statistiques satisfaisantes actuellement.

Les informations contenues dans le Registre ne pourront, à elles seules, servir de preuve à la constatation de l'état de récurrence.

L'auteur de la proposition estime que toutes les informations concernant les infractions sexuelles doivent être disponibles aux magistrats et aux services de police — pour ces derniers, sous le contrôle du procureur du Roi —, lorsqu'elles concernent des faits

à connaître. Hij zal eerst zijn rehabilitatie moeten bewijzen bij een lokale politiepost. Alleen het personeel van het centraal register voor seksuele delinquenten kan de naam van een delinquent wissen(1).

In Ottawa heeft de Canadese «Solliciteur général» op 11 december 2002 een wetsontwerp voorgesteld tot invoering van een nationaal systeem voor de registratie van seksuele delinquenten. Volgens hem zal deze nieuwe wet de politiediensten een nieuw onderzoeksmiddel verschaffen bij de snelle opsporing van bekende seksuele delinquenten die wonen in de buurt van de plaats waar een seksuele misdaad is gepleegd.

*
* *

Dit wetsvoorstel strekt ertoe in België een register van seksuele delinquenten op te richten om tegemoet te komen aan meerdere noden.

Om te beginnen is de oprichting van dit register bedoeld om de maatschappij beter te beschermen tegen seksuele misdrijven en tegen recidivisten.

Met dat register zullen plegers van seksuele misdrijven snel en doelgericht gezocht kunnen worden zodra het misdrijf is gepleegd. De informatie die het register bevat over iedereen die in België veroordeeld is voor een seksueel misdrijf zal immers accuraat en up to date zijn.

Daarnaast zullen bepaalde instellingen wier activiteiten verband houden met kinderen, kunnen nagaan of personen die bij hen werken in het Register zijn opgenomen.

Ten slotte zullen dankzij het register statistieken kunnen worden bijgehouden over seksuele misdrijven en over recidive die immers veel lijkt voor te komen maar waarover wij momenteel geen afdoende cijfermateriaal hebben.

De inlichtingen in het Register zullen op zich niet volstaan om vast te stellen of er sprake is van recidive.

De indiener van het voorstel meent dat alle inlichtingen over seksuele misdrijven ter beschikking moeten staan van magistraten en politiediensten — die laatste onder de controle van de procureur des Konings — als het gaat om ernstige feiten als aanran-

(1) Toutes ces informations sont tirées du site du gouvernement de l'Ontario: http://www.mpss.jus.gov.on.ca/french/police_serv/sor/sor_fr.html

(1) Al deze informatie is afkomstig van de website van de regering van Ontario: http://www.mpss.jus.gov.on.ca/french/police_serv/sor/sor_fr.html

aussi graves que l'attentat à la pudeur, le viol, la corruption de la jeunesse, l'exploitation de la prostitution.

La présente proposition de loi s'inspire des deux systèmes étudiés — français et canadien — mais s'en distingue sur certains points.

En effet, nous estimons que de meilleures garanties doivent être données pour préserver la présomption d'innocence et pour assurer au mieux la protection de la vie privée.

La présente proposition se distingue aussi de la loi du 22 mars 1999 qui met en place à l'Institut national de criminalistique et de criminologie, l'INCC, une double banque de données ADN: les traces d'un côté, les auteurs condamnés de l'autre.

Lors d'une question orale posée à la ministre de la Justice sur le sujet, celle-ci a précisé que le 20 avril 2004, la banque de données «criminalistique» (traces) contenait 4 358 profils et la banque de données «condamnés» que 629 profils (1).

La banque de données «condamnés» contient les prélèvements effectués sur des personnes condamnées pour différentes infractions dont le viol et l'attentat à la pudeur mais elle vise aussi d'autres infractions, telles que le meurtre, la prise d'otage ... La ministre de la Justice ajoutait que des échantillons doivent être prélevés sur les nouveaux condamnés mais également sur les personnes ayant déjà purgé leur peine et qu'il s'agit d'un travail considérable.

La présente proposition de loi établit cependant un lien entre le Registre des auteurs d'infractions sexuelles et la banque de données ADN «condamnés», en imposant à cette dernière d'enregistrer le profil de personnes ayant commis les infractions sexuelles visées aux articles 379 à 387 du Code pénal.

En outre, le Registre des auteurs d'infractions sexuelles contiendra une référence au profil ADN de la personne condamnée.

L'auteur de la proposition a choisi d'intégrer le chapitre relatif au registre des délinquants sexuels au sein du Code d'instruction criminelle, juste après le chapitre qui concerne le casier judiciaire central. Il lui a semblé judicieux de lier le registre au casier judiciaire central afin que, l'enregistrement, la conservation et la modification des données concernant les décisions rendues en matières d'infractions sexuelles se fassent conformément aux dispositions de la loi relative au Casier judiciaire central.

(1) Question de M. Dirk Claes à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur «le recours à la banque de données ADN dans le cadre d'enquêtes sur les auteurs de viols» (n° 2540), 26 avril 2004, p. 22.

ding van de eerbaarheid, verkrachting, bederf van de jeugd en uitbuiting van prostitutie.

Dit voorstel is gebaseerd op de beide besproken systemen — het Franse en het Canadese — maar verschilt er op bepaalde punten van.

Wij menen immers dat het vermoeden van onschuld en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer beter moeten worden gewaarborgd.

Dit voorstel verschilt ook van de wet van 22 maart 1999 die bij het Nationaal Instituut voor criminalistiek en criminologie, het NICC, een dubbele DNA-databank in het leven roept: een databank met sporen en een databank met veroordeelde daders.

Op een mondelinge vraag hierover antwoordde de minister van Justitie dat de databank «criminalistieksporen» op 20 april 2004 4 358 profielen bevatte en de databank «veroordeelden» 629 profielen (1).

De databank «veroordeelden» bevat stalen afgenomen bij veroordeelden voor verschillende misdrijven als verkrachting en aanranding van de eerbaarheid, maar ook voor andere misdrijven als moord, gijzeling, ... De minister van Justitie voegde eraan toe dat stalen moeten worden genomen bij alle nieuwe veroordeelden, maar ook bij personen die hun straf reeds hebben uitgezeten en dat dit een kolossaal werk is.

Dit wetsvoorstel maakt een verbinding tussen het Register van plegers van seksuele misdrijven en de DNA-databank «veroordeelden», waarbij in die databank verplicht het profiel moet worden opgenomen van personen die seksuele misdrijven hebben gepleegd bedoeld in de artikelen 379 tot 387 van het Strafwetboek.

Het Register van plegers van seksuele misdrijven moet bovendien een verwijzing bevatten naar het DNA-profiel van de veroordeelde.

De indiener van het voorstel heeft ervoor gekozen het hoofdstuk over het register van seksuele delinquenten in te passen in het Wetboek van strafverordering, meteen na het hoofdstuk over het Centraal Strafregister. Het leek de indiener verstandig het register te verbinden met het Centraal Strafregister opdat de registratie, bewaring en wijziging van gegevens over uitspraken in zaken van seksuele misdrijven overeenkomstig de bepalingen van de wet op het Centraal Strafregister kunnen verlopen.

(1) Vraag van de heer Dirk Claes aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over «het gebruik van de DNA-databank bij het onderzoek naar plegers van verkrachtingen» (nr. 2540), 26 april 2004, CRIV 51 COM 236, blz. 22.

Plusieurs questions sont abordées dans la proposition de loi :

1. Quelles sont les infractions visées par le Registre ?

Les infractions visées sont les infractions sexuelles reprises dans les chapitres V et VI du titre VII du Code pénal belge, à l'exclusion de l'article 378*bis* ainsi que certaines infractions visées au chapitre VII du même titre.

Les articles 372 à 378 visent l'attentat à la pudeur et le viol.

Les articles 379 à 387 sont aussi visés si les faits sont accomplis sur des mineurs ou ont impliqué leur participation.

Il s'agit de la corruption de la jeunesse et de la prostitution et de certains outrages publics aux bonnes mœurs, notamment :

— la facilitation, la participation, la provocation ou l'exploitation de la débauche, de la corruption ou de la prostitution d'un mineur;

— la publicité pour une offre de services à caractère sexuel lorsqu'elle s'adresse à des mineurs;

— la vente, l'exposition ou la distribution de chansons ou écrits contraires aux bonnes mœurs lorsqu'ils concernent des mineurs;

— la vente, exposition, location, etc. d'objets, films, photos ou autres supports visuels qui représentent des positions ou actes sexuels à caractère pornographique, impliquant ou représentant des mineurs;

— l'outrage aux mœurs par des actions qui blessent la pudeur.

2. Quelles sont les personnes qui seront enregistrées ?

Étant donné qu'un des objectifs poursuivis par la création de ce registre est la recherche et la poursuite la plus rapide et la plus efficace possible des auteurs d'infractions sexuelles, la proposition de loi prévoit de ne pas restreindre l'enregistrement dans le registre aux personnes ayant fait l'objet d'une décision coulée en force de chose jugée.

Dès lors, y seront répertoriées :

— toutes les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation pour des faits relevant des infractions visées ci-dessus, à savoir l'attentat à la pudeur et le viol quel que soit l'âge de la victime ainsi que la corruption de la jeunesse, l'exploitation de la prostitution et l'outrage public aux bonnes mœurs lorsque ces infractions ont été commises sur des mineurs ou ont impliqué leur participation;

In het wetsvoorstel worden meerdere zaken aangehaald:

1. Voor welke misdrijven bestaat het Register ?

De bedoelde misdrijven zijn de seksuele misdrijven vermeld in de hoofdstukken V en VI van titel VII van het Belgisch Strafwetboek, met uitzondering van artikel 378*bis* en bepaalde misdrijven bedoeld in hoofdstuk VII van dezelfde titel.

De artikelen 372 tot 378 betreffen de aanranding van de eerbaarheid en verkrachting.

Het gaat ook om de artikelen 379 tot 387 als de feiten worden gepleegd op minderjarigen of als minderjarigen eraan deelnemen.

Het betreft dan bederf van de jeugd, prostitutie en bepaalde gevallen van openbare schennis van de goede zeden, namelijk :

— ontucht, corruptie of prostitutie van een minderjarige vergemakkelijken, eraan deelnemen, ertoe aanzetten of exploiteren;

— reclame voor een aanbod van diensten van seksuele aard indien die reclame specifiek gericht is op minderjarigen;

— verkoop, tentoonstelling of verspreiding van liederen of geschriften die strijdig zijn met de goede zeden als zij minderjarigen betreffen;

— verkoop, tentoonstelling, verhuur, ... van voorwerpen, films, foto's of andere beeld dragers die houdingen of seksuele handelingen met pornografisch karakter voorstellen waarbij minderjarigen betrokken zijn of worden voorgesteld;

— het schenden van de zeden door handelingen die de eerbaarheid kwetsen.

2. Welke personen zullen worden geregistreerd ?

Aangezien een van de doelstellingen van de oprichting van dit register is plegers van seksuele misdrijven zo snel en zo efficiënt mogelijk op te sporen en te vervolgen, bepaalt het wetsvoorstel dat de registratie niet beperkt blijft tot personen over wie een in kracht van gewijsde gegane beslissing genomen werd.

In het register zullen dus worden opgenomen :

— alle personen die veroordeeld zijn voor misdrijven als hierboven beschreven, dus aanranding van de eerbaarheid en verkrachting, ongeacht de leeftijd van het slachtoffer, bederf van de jeugd, exploitatie van prostitutie en openbare schennis van de goede zeden als deze misdrijven gepleegd zijn op minderjarigen of als er minderjarigen bij betrokken zijn;

— toutes les personnes ayant fait l'objet d'une mise en détention préventive.

En effet, un laps de temps très long peut s'écouler avant d'obtenir une décision coulée en force de chose jugée puisqu'une décision rendue en première instance peut faire l'objet d'une opposition ou/et d'un appel qui sont tous deux suspensifs. De même, il peut y avoir une longue période entre le moment où un détenu provisoire est remis en liberté, avec ou sans condition, et le prononcé du jugement sur le fond de l'affaire. Durant ces périodes, imaginons que de nouveaux méfaits se produisent. Les enquêteurs doivent pouvoir les inclure facilement parmi leurs suspects potentiels.

Par ailleurs, il a été opté pour que les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'acquiescement ou de non-lieu pour cause de prescription soient enregistrées dans le registre. En effet, toujours dans un souci d'efficacité optimale dans la recherche des auteurs d'infractions sexuelles, il est relevant que soit encodé dans le registre tout inculpé ayant échappé à la condamnation grâce à la prescription. Comme les décisions visées à l'article 590 du CIC et les décisions relatives à la détention préventive, les informations liées à cette décision seront conservées 40 années dans le Register.

Afin de préserver un équilibre entre l'objectif d'efficacité optimale dans la poursuite des délinquants sexuels et le respect des droits des personnes, un certain nombre de balises sont prévues, notamment, l'accès très limité au registre et l'effacement de toutes les informations figurant au registre dès réception par ce dernier d'une décision d'acquiescement ou de non-lieu passée en force de chose jugée communiquée par les greffiers des cours et tribunaux.

Enfin, le nom des victimes d'infractions sexuelles n'apparaîtra pas dans le Register.

3. Quelles sont les informations contenues dans le Register ?

Les nom, prénoms, date de naissance, sexe, nationalité et lieu de domicile de l'auteur d'une ou plusieurs infractions sexuelles et une photographie récente; la ou les infractions sexuelles pour lesquelles l'auteur a été condamné, la nature de la décision de justice, le lieu et les circonstances dans lesquelles la ou les infractions ont été commises.

Le domicile s'entend conformément à l'article 102 du Code civil qui stipule que «le domicile de tout Belge quant à l'exercice de ses droits est le lieu où il a son principal établissement».

4. Quelles sont les droits et obligations du délinquant sexuel ?

— alle personen die in voorlopige hechtenis zijn genomen.

Er kan immers veel tijd verstrijken voordat een in kracht van gewijsde gegane beslissing wordt genomen aangezien tegen een vonnis in eerste aanleg nog schorrend verzet of beroep kan worden aangetekend. Ook kan er veel tijd verstrijken tussen het ogenblik waarop iemand die in voorlopige hechtenis is genomen, voorwaardelijk of onvoorwaardelijk wordt vrijgelaten en het ogenblik dat uitspraak wordt gedaan ten gronde. Dat zijn telkens periodes waarin nieuwe misdrijven kunnen worden gepleegd. Onderzoekers moeten deze personen dus makkelijk in hun onderzoek kunnen opnemen als mogelijke verdachten.

Bovendien werd er voor gekozen personen die door verjaring van hun misdrijf zijn vrijgesproken of buiten vervolging zijn gesteld, ook op te nemen in het register. Om het onderzoek naar plegers van seksuele misdrijven zo efficiënt mogelijk te laten verlopen, is het raadzaam dat in het register iedere beschuldigde wordt opgenomen die aan een veroordeling ontsnapt is omdat zijn misdrijf is verjaard. Net als de beslissingen bedoeld in artikel 590 van het Wetboek van strafvordering en de beslissingen over de voorlopige hechtenis, blijft deze informatie gedurende 40 jaar bewaard in het Register.

Om een evenwicht te bewaren tussen het zo efficiënt mogelijk vervolgen van seksuele delinquenten en het eerbiedigen van de mensenrechten, wordt een aantal beperkingen ingebouwd. Zo is de toegang tot het register uiterst beperkt en worden alle inlichtingen in het register gewist als de griffiers van hoven en rechtbanken aan het register een in kracht van gewijsde gegane beslissing van vrijspraak of buitenvervolginstelling meedelen.

Ten slotte zal de naam van de slachtoffers van de seksuele misdrijven niet in het Register worden vermeld.

3. Welke inlichtingen bevat het Register ?

Het Register bevat naam, voornamen, geboortedatum, geslacht, nationaliteit en woonplaats van de pleger van een of meer seksuele misdrijven en een recente foto. Daarnaast vermeldt het ook het seksuele misdrijf (of de misdrijven) waarvoor de dader is veroordeeld, de aard van de rechterlijke beslissing en de plaats waar en de omstandigheden waarin het misdrijf is of de misdrijven zijn gepleegd.

De woonplaats wordt hier begrepen overeenkomstig artikel 102 van het Burgerlijk Wetboek, dat luidt: «De woonplaats van iedere Belg, wat betreft de uitoefening van zijn burgerlijke rechten, is daar waar hij zijn hoofdverblijfplaats heeft.»

4. Welke rechten en plichten heeft een seksuele delinquent ?

La proposition de loi prévoit les droits de toute personne enregistrée dans le Registre: information de cet enregistrement, droit d'obtenir l'intégralité des informations se trouvant dans son dossier, droit de rectifier les données incorrectes se trouvant dans son dossier, ...

Elle stipule également les obligations à charge de la personne enregistrée: obligation, dès sa sortie de prison, de se présenter dans les 15 jours et ensuite une fois par an auprès du service chargé de tenir le Registre, obligation d'informer ce service d'un éventuel changement de domicile, de nom ou de prénom ou s'il n'habite plus en Belgique.

Des sanctions sont prévues en cas de non-respect de ces obligations, à savoir un emprisonnement maximal d'un an et/ou une amende maximale de 2 500 euros.

5. Pendant quelle période les données peuvent-elles être gardées dans le Registre?

La durée d'enregistrement des informations concernant une personne est limitée à 40 ans, sans pouvoir excéder le quatre-vingtième anniversaire de l'intéressé.

Cependant, comme il l'a été expliqué ci-dessus, toutes les informations, relatives à une affaire se soldant par une décision d'acquiescement ou de non-lieu (sauf pour cause de prescription), sont effacées du Registre dès réception par le Service de cette décision passée en force de chose jugée.

L'amnistie, la réhabilitation et la grâce n'entraînent pas l'effacement de ces informations.

6. Qui va gérer le Registre?

La gestion du Registre est confiée au service du Casier judiciaire, lui-même placé sous l'autorité du ministre de la Justice.

Nous avons opté en effet pour un système facile à mettre en oeuvre et qui demandera peu de moyens.

Étant donné que le casier judiciaire est un système de traitement de données qui existe déjà, le Registre des délinquants sexuels viendra s'inclure dans ce dernier.

L'enregistrement des informations est actuellement effectué par les greffes des cours et tribunaux. Ce même *modus operandi* sera employé pour le Registre des auteurs d'infractions sexuelles.

7. Qui aura accès au Registre?

Certaines personnes ayant accès au casier judiciaire auront accès en permanence au registre des délinquants sexuels dans le cadre de leurs missions. Il s'agit des magistrats du ministère public et des juges d'instruction.

Het wetsvoorstel geeft elke persoon die in het register opgenomen is, rechten: hij wordt ingelicht over zijn registratie, hij heeft het recht alle inlichtingen te krijgen die het register over hem bevat, hij heeft het recht verkeerde informatie in zijn dossier recht te zetten, ...

Het voorstel bepaalt eveneens de verplichtingen van elke geregistreerde persoon: hij moet zich binnen vijftien dagen nadat hij de gevangenis verlaten heeft — en vervolgens een keer per jaar — aanmelden bij een dienst die het Register bijhoudt, hij moet deze dienst inlichten als hij van woonplaats, naam of voor-naam verandert of niet langer in België woont.

Als hij deze voorwaarden niet naleeft, kan hij gestraft worden met gevangenisstraf van ten hoogste een jaar en/of met geldboete van ten hoogste 2 500 euro.

5. Gedurende welke periode mogen gegevens bewaard blijven in het Register?

De informatie over een persoon mag ten hoogste veertig jaar worden bewaard, en in geen geval na de tachtigste verjaardag van de betrokkene.

Zoals reeds werd vermeld zullen alle geregistreerde inlichtingen over een zaak die geëindigd is met vrij-spraak of buitenvervolginstelling (behalve wanneer dat kwam doordat het misdrijf verjaard was) worden gewist zodra deze in kracht van gewijsde gegane beslissing aan de Dienst is meegedeeld.

Amnestie, herstel in eer en rechten en gratie leiden niet tot het wissen van deze inlichtingen.

6. Wie beheert het Register?

Het beheer van het Register wordt opgedragen aan de dienst van het Centraal Strafregister, die zelf onder het gezag van de minister van Justitie staat.

De indieners hebben gekozen voor een systeem dat makkelijk uitvoerbaar is en weinig middelen vergt.

Aangezien het Strafregister een systeem van gegevensverwerking is dat al bestaat, zal het Register van seksuele delinquenten daar deel van uitmaken.

Momenteel zorgen de griffies van de hoven en rechtbanken voor de registratie van de inlichtingen. Diezelfde werkwijze zal worden gebruikt voor het Register van plegers van seksuele misdrijven.

7. Wie zal toegang hebben tot het Register?

Bepaalde personen die toegang hebben tot het strafregister zullen steeds toegang hebben tot het register van seksuele delinquenten in het raam van hun opdrachten. Het gaat dan om magistraten van het openbaar ministerie en om onderzoeksrechters.

Contrairement à ce qui existe en Ontario, tous les services de police n'auront pas un accès direct à ce registre afin de préserver un maximum de garanties et d'assurer un accès contrôlé au registre.

Les officiers de police judiciaire visés à l'article 3 de la loi du 5 août 1992 pourront néanmoins avoir accès au registre des délinquants sexuels et ce, sous le contrôle du pouvoir judiciaire puisque le procureur du Roi en sera averti. En effet, dans un but d'efficacité, il est nécessaire que les services de police puissent connaître rapidement l'identité de toutes les personnes condamnées pour des faits similaires à ceux relevant de leur enquête. Un accès direct, sans accord préalable du procureur du Roi ou du juge d'instruction est, dès lors, indispensable.

En outre, pour éviter que des délinquants sexuels ne travaillent ou ne soient engagés dans des établissements où ils pourront être mis en contact avec des mineurs, les institutions et services reconnus ou agréés par des autorités publiques, dont l'activité relève de l'éducation, l'aide à la jeunesse, la protection infantile, l'animation ou l'encadrement de mineurs, pourront demander au Parquet de vérifier si l'identité d'une personne accomplissant une mission en rapport avec cette activité, est reprise dans le Registre.

La personne concernée devra donner son consentement préalablement pour que cette demande soit introduite auprès de l'office du procureur du Roi.

Christine DEFRAIGNE.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Au titre VII du livre II du Code d'instruction criminelle, est inséré un chapitre I^{er}bis, intitulé « Chapitre I^{er}bis. — Du Registre national des auteurs d'infractions sexuelles » comprenant les articles 602bis à 602sexies decies, libellés comme suit :

In tegenstelling tot wat in Ontario geldt, zullen de politiediensten geen rechtstreekse toegang hebben tot het register, om zoveel mogelijk waarborgen te bieden en de toegang tot het register gecontroleerd te laten verlopen.

De officieren van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 3 van de wet van 5 augustus 1992 hebben echter wel toegang tot het register van seksuele delinquenten, onder de controle van de rechterlijke macht, aangezien de procureur des Konings ervan op de hoogte zal worden gebracht. Om efficiënt te werk te kunnen gaan, moeten de politiediensten immers snel de identiteit kunnen kennen van iedereen die veroordeeld is voor soortgelijke feiten als de feiten die zij onderzoeken. Rechtstreekse toegang zonder voorafgaande toestemming van de procureur des Konings of de onderzoeksrechter is daarom onontbeerlijk.

Bovendien moet worden voorkomen dat seksuele delinquenten werken of worden aangeworven in inrichtingen waar zij in contact kunnen komen met minderjarigen. Instellingen en diensten die erkend zijn door de overheid en die actief zijn op het vlak van onderwijs, jeugdbijstand, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen, zullen het Parket kunnen vragen na te gaan of een persoon die een taak uitvoert die verband houdt met die activiteiten, is opgenomen in het Register.

De betrokken persoon zal vooraf zijn toestemming moeten geven om dit verzoek te kunnen indienen bij de procureur des Konings.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In Titel VII, Boek II, van het Wetboek van strafvordering, wordt een hoofdstuk *Ibis* ingevoegd, onder het opschrift « Hoofdstuk *Ibis* — Over het Nationaal Register van plegers van seksuele misdrijven », dat de artikelen 602bis tot 602sexies decies bevat, luidende :

«Art. 602bis. — Par «infractions sexuelles», on entend les infractions visées :

1^o aux articles 372 à 378 du Code pénal;

2^o aux articles 379 à 387 du même Code, lorsqu'elles ont été commises sur des mineurs ou ont impliqué leur participation.

Par «Service», on entend le service du Casier judiciaire du Service public fédéral Justice, organisé par la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central.

Par «Registre national des auteurs d'infractions sexuelles», dénommé ci-après «le Registre», on entend un système de traitement tenu sous l'autorité du service du Casier judiciaire du Service public fédéral Justice, qui assure l'enregistrement, la conservation et la modification des données concernant les décisions rendues en matières d'infractions sexuelles.

Art. 602ter. — Le Service assure la gestion des informations contenues dans le Registre, conformément aux articles 597 à 602, relatifs au Casier judiciaire central.

Art. 602quater. — Le Registre contient les informations suivantes :

1^o les nom, prénoms, pseudonymes éventuels, nationalité, sexe, date de naissance, lieu de domicile et une photographie récente de l'auteur d'une ou plusieurs infractions sexuelles,

2^o la référence du profil ADN de l'auteur d'une ou plusieurs infractions sexuelles contenue dans la banque de données ADN «condamné», visée à l'article 5 de la loi du 22 mars 1999;

3^o la ou les infractions sexuelles pour lesquelles une décision, ci-après énumérée, a été prononcée à charge de l'auteur :

— décision visée à l'article 590, à l'exception des condamnations à une peine de police visées au 1^o, des déchéances de l'autorité parentale visées au 7^o, des décisions visées au 10^o et 12^o;

— décision de mise en détention préventive, de maintien en détention préventive et de laisser l'inculpé en liberté moyennant le respect d'une ou plusieurs conditions;

— décisions d'acquiescement et de non-lieu pour cause de prescription;

4^o le lieu et les circonstances dans lesquelles la ou les infractions ont été commises.

«Art. 602bis. — Onder «seksuele misdrijven» worden de misdrijven verstaan bedoeld :

1^o in de artikelen 372 tot 378 van het Strafwetboek;

2^o in de artikelen 379 tot 387 van hetzelfde Wetboek, als zij gepleegd worden op minderjarigen of als er minderjarigen bij betrokken zijn.

Onder «Dienst» wordt de dienst van het Centraal Strafregister van de Federale Overheidsdienst Justitie verstaan, georganiseerd door de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister.

Onder «Nationaal Register van plegers van seksuele misdrijven», hierna «het Register» genoemd, wordt een systeem verstaan van geautomatiseerde verwerking gehouden onder het gezag van de dienst van het Centraal Strafregister van de Federale Overheidsdienst Justitie waarin, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, gegevens betreffende beslissingen genomen inzake seksuele misdrijven worden geregistreerd, bewaard en gewijzigd.

Art. 602ter. — De Dienst beheert de in het Strafregister opgenomen inlichtingen overeenkomstig de artikelen 597 tot 602 betreffende het Centraal Strafregister.

Art. 602quater. — Het Register bevat de volgende inlichtingen :

1^o naam, voornamen, eventuele pseudoniemen, nationaliteit, geslacht, geboortedatum, woonplaats en een recente foto van de pleger van een of meer seksuele misdrijven,

2^o de referentie van het DNA-profiel van de pleger van een of meer seksuele misdrijven in de DNA-gegevensbank «Veroordeelden», bedoeld in artikel 5 van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken;

3^o het seksuele misdrijf of de seksuele misdrijven waarvoor een van de hierna opgesomde beslissingen is uitgesproken ten laste van de dader :

— een beslissing bedoeld in artikel 590 van dit Wetboek, met uitzondering van de veroordelingen tot politiestrafpen bedoeld in het 1^o, de ontzettingen uit de ouderlijke macht bedoeld in het 7^o, de beslissingen bedoeld in het 10^o en de besluiten bedoeld in het 12^o;

— een beslissing tot voorlopige inhechtenisneming, tot handhaving van de voorlopige inhechtenisneming en tot vrijlating van de beschuldigde onder een of meer voorwaarden;

— een beslissing tot vrijspraak of buitenvervolginstelling door verjaring;

4^o de plaats en omstandigheden waarin het misdrijf werd of de misdrijven werden gepleegd.

Art. 602quinquies. — § 1^{er}. L'enregistrement et la transmission des informations résultant d'une décision visée à l'article 602quater sont effectués, dans les trois jours de leur prononcé, par les greffiers des cours et tribunaux, conformément à la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central.

§ 2. Les greffiers sont responsables de la conformité des informations transmises aux décisions rendues par les juridictions.

Art. 602sexies. — Les greffiers des cours et tribunaux transmettent au Service les décisions d'acquiescement et de non-lieu passées en force de chose jugée, en vue de l'effacement des informations visées à l'article 602quater antérieurement enregistrées et se rapportant aux mêmes infractions que celles pour lesquelles l'acquiescement ou le non-lieu ont été prononcés.

L'alinéa précédent n'est pas applicable aux décisions d'acquiescement et de non-lieu pour cause de prescription qui font l'objet d'un enregistrement et d'une transmission conformément à l'article 602quinquies.

Art. 602septies. — La durée d'enregistrement des informations concernant une personne est limitée à quarante années, sans pouvoir excéder le quatre-vingtième anniversaire de l'intéressé.

Art. 602octies. — L'amnistie, la réhabilitation et la grâce n'entraînent pas l'effacement des informations visées à l'article 602quater.

Art. 602novies. — Dans un délai de trois mois après le premier enregistrement des informations visées à l'article 602quater, le Service informe, par lettre recommandée, à sa dernière adresse déclarée, toute personne dont l'identité est enregistrée dans le Registre.

Elle est informée du contenu :

- des dites informations,
- des obligations auxquelles elle est astreinte et des peines encourues en cas de non-respect de ces obligations,
- des droits que lui confère la loi sur la protection de la vie privée.

Art. 602decies. — Toute personne justifiant de son identité peut obtenir communication de l'intégralité des informations figurant dans le Registre qui la concernent personnellement.

Art. 602undecies. — Toute personne dont l'identité est inscrite dans le Registre peut demander au Service de rectifier ou d'effacer des informations la concernant si ces informations ne sont pas exactes.

Art. 602quinquies. — § 1. De registratie en de overzending van inlichtingen als gevolg van een beslissing bedoeld in artikel 602quater worden binnen drie dagen na de uitspraak uitgevoerd door de griffiers van de hoven en rechtbanken, overeenkomstig de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafrechtregister.

§ 2. De griffiers zijn verantwoordelijk voor de conformiteit van de overgezonden inlichtingen met de door de rechtscolleges uitgesproken beslissingen.

Art. 602sexies. — De griffiers van de hoven en rechtbanken bezorgen de Dienst de beslissingen tot vrijspraak of buitenvervolginstelling die in kracht van gewijsde zijn gegaan om de eerder opgenomen inlichtingen als bedoeld in artikel 602quater die verwijzen naar de misdrijven waarvoor de vrijspraak of buitenvervolginstelling is uitgesproken, te laten wissen.

Het voorgaande lid is niet van toepassing op beslissingen tot vrijspraak of buitenvervolginstelling ten gevolge van verjaring die overeenkomstig artikel 602quinquies werden geregistreerd en overgezonden.

Art. 602septies. — De inlichtingen over een persoon mogen ten hoogste veertig jaar worden bewaard, en in geen geval na de tachtigste verjaardag van de betrokkene.

Art. 602octies. — Amnestie, herstel in eer en rechten en gratie leiden niet tot het wissen van de inlichtingen bedoeld in artikel 602quater.

Art. 602novies. — Binnen een termijn van drie maanden na de eerste registratie van inlichtingen bedoeld in artikel 602quater licht de Dienst iedere persoon in wiens identiteit geregistreerd is in het Register, en wel bij aangetekend schrijven naar diens laatste adres.

Deze persoon wordt ingelicht over :

- de inhoud van die inlichtingen,
- over de verplichtingen waartoe hij gehouden is en de mogelijke straffen als hij deze verplichtingen niet naleeft,
- over de rechten die hij heeft krachtens de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 602decies. — Iedere persoon die zijn identiteit kan bewijzen, kan de inlichtingen die het Register over hem persoonlijk bevat, volledig opvragen.

Art. 602undecies. — Iedere persoon wiens identiteit is geregistreerd in het Register kan de Dienst vragen deze inlichtingen te verbeteren of te wissen als zij niet correct zijn.

Art. 602*duodecies*. — Dans le but de confirmer les informations visées à l'article 602*quater*, 1^o, ou de faire part de modifications y relatives, toute personne dont l'identité est enregistrée dans le Registre est tenue de remplir les obligations suivantes :

— se présenter auprès du Service au plus tard 15 jours après sa mise en liberté, si elle a exécuté une peine de prison,

— se présenter une fois par an auprès du Service, suite à la réception d'une convocation envoyée par lettre recommandée par ledit service,

— déclarer auprès du Service un changement de domicile, de nom ou de prénom dans les 15 jours qui suivent ce changement,

— se présenter auprès du Service au plus tard 15 jours avant qu'elle ne cesse d'être résident en Belgique.

Art. 602*ter decies*. — Le fait, pour les personnes tenues aux obligations prévues à l'article 602*duodecies*, de ne pas respecter ces obligations ou de fournir de faux renseignements, est puni d'un emprisonnement maximal d'un an et d'une amende maximale de 2 500 euros, ou d'une seule de ces peines.

Art. 602*quater decies*. — § 1^{er}. Dans le but de prévenir ou réprimer la commission d'une infraction sexuelle ou d'identifier son auteur, les procureurs du Roi et les juges d'instruction peuvent s'adresser au Service afin de consulter le Registre et d'obtenir communication des informations y mentionnées.

§ 2. Aux mêmes fins et dans les mêmes conditions, les fonctionnaires de police revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, visés à l'article 3 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, peuvent s'adresser au Service, qui en informe sans délai le procureur du Roi.

Art. 602*quinquies decies*. — Les procureurs du Roi répondent à la demande des institutions et services reconnus ou agréés par des autorités publiques, dont l'activité relève de l'éducation, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou l'encadrement de mineurs, afin de vérifier si l'identité d'une personne accomplissant une mission en rapport avec cette activité, est reprise dans le Registre. Cette demande doit avoir reçu le consentement préalable et exprès de la personne concernée.

Le Roi détermine les formes dans lesquelles ce consentement est recueilli et la nature ainsi que les conditions dans lesquelles ces informations sont communiquées.

Art. 602*sexies decies*. — En application de l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la

Art. 602*duodecies*. — Om de inlichtingen bedoeld in artikel 602*quater*, 1^o, te bevestigen of wijzigingen met betrekking tot die inlichtingen door te geven, moet iedere persoon wiens identiteit geregistreerd is in het Register, de volgende verplichtingen naleven :

— zich aanmelden bij de Dienst ten laatste 15 dagen na zijn invrijheidstelling, als hij een gevangenisstraf heeft uitgezeten,

— zich een keer per jaar aanmelden bij de Dienst, nadat hij per aangetekend schrijven een oproeping van de Dienst heeft ontvangen,

— na een wijziging van woonplaats, naam of voornaam, deze wijziging doorgeven aan de Dienst binnen 15 dagen nadat zij zich heeft voorgedaan,

— zich bij de Dienst aanmelden ten laatste 15 dagen voor hij België definitief verlaat.

Art. 602*ter decies*. — Het feit dat personen die gebonden zijn aan de voorwaarden bepaald in artikel 602*duodecies*, zich niet houden aan deze verplichtingen of valse informatie doorgeven, wordt gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste een jaar en geldboete van ten hoogste 2 500 euro, of met een van beide straffen.

Art. 602*quater decies*. — § 1. Om het plegen van een seksueel misdrijf te voorkomen of te bestraffen of om de pleger ervan te identificeren, kunnen de procureurs des Konings en de onderzoeksrechters zich tot de Dienst wenden om het Register te raadplegen en kennis te nemen van de inlichtingen die het bevat.

§ 2. Met dezelfde doelstelling en onder dezelfde voorwaarden kunnen de politieambtenaren bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, bedoeld in artikel 3 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zich tot de Dienst wenden, die de procureur des Konings daar onverwijld van op de hoogte brengt.

Art. 602*quinquies decies*. — De procureurs des Konings antwoorden op de vraag van instellingen en diensten die erkend zijn door de overheid en die actief zijn op het vlak van onderwijs, jeugdbijstand, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen, om na te gaan of een persoon die een taak uitvoert die verband houdt met die activiteiten, is opgenomen in het Register. De betrokken persoon moet vooraf uitdrukkelijk zijn toestemming hebben gegeven voor deze vraag.

De Koning bepaalt in welke vorm de toestemming moet worden verkregen en de aard van de te verstrekken inlichtingen alsmede de voorwaarden waaronder zij worden meegedeeld.

Art. 602*sexies decies*. — Overeenkomstig artikel 8, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming

protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les informations visées à l'article 602^{quater} peuvent servir de base à des statistiques établies et diffusées à l'initiative du Service public fédéral Justice.

Art. 3

L'article 5, § 1^{er}, de la loi du 22 mars 1999 relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénales, est complété par un 3^obis, rédigé comme suit :

«3^obis aux articles 379 à 387 du même Code, lorsqu'elles ont été commises sur des mineurs ou ont impliqué leur participation;».

Art. 4

La présente loi entre en vigueur six mois après sa publication au *Moniteur belge*.

2 juin 2004.

Christine DEFRAIGNE.

van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, kunnen de inlichtingen bedoeld in artikel 602^{quater} dienen als grondslag voor statistieken die op initiatief van de Federale Overheidsdienst Justitie worden opgemaakt en verspreid.

Art. 3

Artikel 5, § 1, van de wet van 22 maart 1999 betreffende de identificatieprocedure via DNA-onderzoek in strafzaken, wordt aangevuld met een 3^obis, luidende :

«3^obis de artikelen 379 tot 387 van hetzelfde Wetboek indien die feiten gepleegd werden op minderjarigen of als er minderjarigen bij betrokken zijn;»

Art. 4

Deze wet treedt in werking zes maanden nadat ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

2 juni 2004.